

1987, chapitre 101
LOI MODIFIANT LA LOI SUR LE COURTAGE IMMOBILIER

Projet de loi 80

présenté par M. Herbert Marx, ministre de la Justice

Présenté le 10 novembre 1987

Principe adopté le 8 décembre 1987

Adopté le 17 décembre 1987

Sanctionné le 18 décembre 1987

Entrée en vigueur: le 18 décembre 1987

Loi modifiée:

Loi sur le courtage immobilier (L.R.Q., chapitre C-73)





CHAPITRE 101

Loi modifiant la Loi sur le courtage immobilier

[Sanctionnée le 18 décembre 1987]

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

c. C-73,
a. 20, mod.

1. L'article 20 de la Loi sur le courtage immobilier (L.R.Q., chapitre C-73) est modifié par le remplacement du paragraphe *n* du premier alinéa par les suivants:

« *n*) les conditions et modalités des réclamations adressées au Fonds et des indemnités effectuées par le Fonds, ces conditions et modalités pouvant varier selon qu'il s'agit d'une fraude ou d'une opération malhonnête, d'une part, ou d'un détournement de fonds ou d'autres biens qui doivent être déposés dans un compte en fiducie conformément à la présente loi, d'autre part;

« *n.1*) le montant maximal des indemnités que peut verser le Fonds relativement à une même réclamation, ce montant maximal pouvant varier selon qu'il s'agit d'une fraude ou d'une opération malhonnête, d'une part, ou d'un détournement de fonds ou d'autres biens qui doivent être déposés dans un compte en fiducie conformément à la présente loi, d'autre part;

« *n.2*) les règles d'administration et de placement des montants constituant le Fonds; ».

Entrée en
vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le 18 décembre 1987.